



Interview

Action locale, pensée globale : même combat !

PORTRAIT D'UNE ONG QUI ARTICULE ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT
ET ANALYSES DES POLITIQUES INTERNATIONALES

22

En France, c'est autour de l'agriculture et de l'alimentation que s'est posée la question des impacts de la mondialisation sur les pays du Sud. Qu'en est-il de cette thématique dans ces mêmes pays ? C'est sur cette question que le RONGEAD (Réseau des ONG européennes sur l'agro-alimentaire, le commerce, l'environnement et le développement) souhaite apporter des éléments de réponse. Le Réseau a en effet pour mission originale de faire partager, là-bas, des connaissances sur les outils de développement mais aussi sur les grands débats internationaux. Encourager les plus pauvres à faire entendre leur voix au niveau international, leur donner les moyens de peser économiquement, tel est l'objectif de Joseph Rocher, directeur de cette association.

Ingénieurs sans frontières : Qu'est-ce que le RONGEAD ?

Joseph Rocher : Le RONGEAD est une ONG française (mais dont le conseil d'administration est international), créée en 1983, qui milite pour un développement économique des pays du Sud acceptable dans le contexte d'une économie mondialisée. Elle travaille en appui à des projets de développement à l'échelon local et national (surtout en Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud-Est). Par ailleurs, elle réalise des programmes de formations, à la fois sur le développement des filières agro-alimentaires et les questions macro-économiques (commerce international, politiques agricoles, environnement).

Enfin, le RONGEAD anime des débats sur la régulation du commerce international, notamment dans le cadre des rencontres internationales de l'« Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire ». S'y retrouvent des personnes de toutes les régions (Asie, Afrique, Europe etc.), mais aussi de toutes opinions (de José Bové aux officiels de l'OMC (Organisation mondiale du commerce)). Elle se trouve ainsi en contact permanent avec diverses organisations du Nord et du Sud, ce qui lui permet de définir et de renouveler le contenu de ses programmes.

ISF : Comment votre association a-t-elle pris conscience de la

nécessaire interdépendance entre l'échelle locale et internationale ?

JR : Au début des années 1980, nous avons soutenu un projet de développement rizicole dans l'actuelle République démocratique du Congo, dans la région du Kivu. Ce projet a bien décollé, les producteurs alimentant le marché de Bukavu, la « capitale » régionale. Mais, assez vite, les prix sur le marché de Bukavu ont chuté, du fait de la concurrence avec du riz en provenance de Thaïlande et importé à bas prix. Ce pays, la Thaïlande, a, dès 1982, supprimé la taxe de 20 % qu'il pratiquait sur les exportations de riz, pour contrer celles américaines, lesquelles ont bénéficié d'une très forte augmentation

des subventions de 1982 à 1986. De ce fait, au cours des années 1980, ce n'est pas un projet qui a échoué, mais tous les programmes rizicoles qui étaient soutenus par les contribuables du Nord, en Afrique.

Voilà pourquoi nous nous sommes engagés à travailler sur la relation « local/international », en étant pratiquement la première ONG à organiser, dès novembre 1986, la première conférence internationale d'ONG sur le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) et la sécurité alimentaire.

ISF : Que pensez-vous de cette orientation ?

JR : J'ai la conviction aujourd'hui que l'influence qu'exerce l'international sur le local oblige à ce que l'on agisse différemment. On ne peut pas imaginer soutenir un projet de développement au Sud, sans se poser la question de sa viabilité dans un champ de rapports de forces économiques dépassant le local.

Par exemple, nous avons réalisé un jeu de simulation qui montre l'interrelation entre le marché mondial du riz et un projet rizicole au Sénégal. Le jeu met en scène quatorze types d'acteurs, du producteur sénégalais au gouvernement américain, en passant par les producteurs européens et le gouvernement vietnamien.

Renforcer le pouvoir économique des plus démunis par des projets qui leur permettent de s'appropriier les règles du jeu du commerce international s'avère la seule méthode qui nous paraît pertinente, à long terme, pour faire changer « l'état et l'ordre des choses ».

Nous gardons donc nos distances avec ceux qui ne font que contester la mondialisation sans chercher à construire des rapports de forces nouveaux.

ISF : Les ONG du Nord qui combinent appui aux projets et à l'analyse des politiques internationales sont rares. Comment l'expliquez-vous ?

JR : Les ONG tirent leurs financements, soit des donateurs privés qui soutiennent principalement des actions « humanitaires » d'urgence, soit des institutions publiques qui sont à la fois politiquement prudentes, et lentes à réagir aux évolutions. Il y a donc peu de financements pour des opérations d'ONG du Nord qui souhaitent appuyer des partenaires du Sud dans leur réflexion et leur formation sur les « politiques internationales ».

On ne peut pas imaginer de soutenir un projet de développement au Sud, sans se poser la question de sa viabilité dans un champ de rapports de forces économiques dépassant le local.

ISF : Il est encore difficile pour les sociétés civiles du Sud de prendre position sur les politiques agricoles internationales et de se faire entendre à cette échelle. Quels sont les apports du RONGEAD ?

JR : On s'est bien rendu compte, pendant la 3^e conférence de l'OMC à Seattle en 1999, que ceux qui prenaient la parole étaient surtout des ONG du Nord, pour parler d'environnement, plus que du développement au Sud. Internet fait lentement changer les choses. Mais, en dépit de leur utilité, ni Internet, ni les rencontres internationales ne suffisent. Il faut vraiment s'engager auprès des sociétés civiles pour construire des projets viables. C'est le seul moyen pour les encourager à s'engager dans une réflexion à l'échelle internationale et se constituer en véritable force de proposition.

Ainsi, en Côte d'Ivoire, nous soutenons le développement de la filière anacarde dans une région de monoculture de coton.

Les arbres produisent la noix de cajou, qui se vend bien sur le marché international.



Pour ce projet, nous formons des leaders paysans à l'analyse de la mondialisation. Jusque là, ils avaient l'habitude de ne recevoir que des appuis d'ONG du Nord pour des projets vivriers. Nous les avons convaincus que l'avenir de leur sécurité alimentaire ne reposait pas sur une production de riz, qui disparaîtrait lorsque l'ONG du Nord - le RONGEAD - supprimerait son aide, mais bien sur un produit exporté (la noix de cajou), conciliant protection de l'environnement et amélioration des revenus.

ISF : Quel est le positionnement de RONGEAD au sein des grands débats internationaux sur le commerce ?

JR : Je pense qu'il n'y a pas d'autres lieux que l'OMC pour réduire les inégalités des soutiens accordés à l'agriculture. Il faut engager, ensemble, des débats sur une politique agricole et alimentaire mondiale, comme nous le faisons déjà dans divers forums internationaux. Le contact avec les « décideurs » mondiaux et les institutions internationales est, d'ailleurs, facilité par notre présence sur le terrain du développement (dans différents pays du Sud, mais aussi auprès des organisations agricoles européennes, voire nord-américaines). Cette implication locale, la pertinence des analyses et des propositions que nous faisons, le sens des responsabilités que nous affichons sont les principaux atouts qui peuvent donner à une organisation de la société civile comme la nôtre, la légitimité nécessaire auprès des institutions internationales.

Propos recueillis par Sylvie Pisslar et Florence Colas